

Le coût de l'énergie freine l'essor socio-économique du Burundi

PANA, 30/07/2008 Bujumbura, Burundi - Les minerais dont regorge le sous-sol du Burundi ne peuvent pas être exploités dans l'immédiat avec la faible puissance électrique dont dispose le pays, a déclaré, mercredi, le ministre burundais de l'Eau, de l'Energie et des Mines, Samuel Ndayiragije. Le nickel passe pour le minerai le plus abondant dans le pays et son exploitation demanderait, à elle seule, entre 40 et 60 mégawatts, selon le ministre Ndayiragije, qui intervenait à une séance de questions orales au Parlement burundais.

Le peu de barrages hydroélectriques disponibles ne peut fournir qu'une vingtaine de mégawatts alors que les besoins réels du pays seraient cinq fois plus importants, dit-on à la Régie de production de l'eau et d'électricité (REGIDESO). Les énergies alternatives, de leur côté, sont encore quasi-inexistantes dans un pays pourtant ensoleillé à longueur d'année. Lors de l'investiture du président Pierre Nkurunziza, le nouveau régime avait promis de construire au moins cinq barrages sous son mandat, mais aucun chantier n'a été encore ouvert trois ans après. Le pays n'a pas construit de nouveaux barrages depuis plus de vingt ans et les quelques infrastructures hydroélectriques encore fonctionnelles sont dans un état de délabrement avancé. Le responsable ministériel burundais s'est également dit préoccupé par l'absence d'un chemin de fer qui pourrait aider à l'exportation du nickel, s'il venait un jour à sortir du sous-sol national. Le Burundi tire, pour le moment, l'essentiel de ses ressources financières des aides extérieures hypothétiques et avait fortement besoin de passer vite à l'exploitation de son sous-sol pour asseoir l'auto-développement. Le coltan, l'or, l'uranium ou encore le cobalt et le pétrole sont autant d'autres principales richesses naturelles qui tardent à être exploitées.